

MAIN DE FER SUR LES I.W.W.

**DES OFFICIERES FONT IRRUP-
TION DANS LEURS BUREAUX,
S'EMPARANT DES LIVRES ET
DES DOCUMENTS PRECIEUX
ET METTENT SOUS ARRET
WILLIAM HAYWOOD, SECRE-
TAIRE DE L'ASSOCIATION.**

Washington, 6. — Hier, le gouvernement a pris une mesure radicale pour enrayer la propagande faite contre la guerre et les menées dirigées au nom des "Industrial Workers of the World", du parti socialiste et d'autres associations américaines. Sur instructions du procureur général Gregory, des agents du gouvernement ont fait irruption, à 2 heures, dans les bureaux des I.W.W., dans plusieurs villes et villages, saisissant les livres, les chèques, la correspondance et autres documents, et en certains cas arrêtant les officiers de l'association qu'ils trouvaient sur les lieux. L'arrestation de M. William Haywood, secrétaire national de l'association, à Chicago, en est un exemple remarquable.

A Chicago, les agents du gouvernement fédéral ont pris possession du bureau principal du parti socialiste et ont montré au conseil un mandat autorisant la police à saisir les documents. En tout, 25 journaux séditieux et autres publications ont été saisis à Chicago, ainsi que les noms des souscripteurs, des agents, des actionnaires et des officiers. En se servant des papiers saisis, les représentants du gouvernement ont passé la nuit à rédiger une liste des orateurs des I.W.W. et du parti socialiste qui depuis le début de la guerre, ont soulevé l'opinion contre l'intervention américaine et qui dernièrement ont fait de l'agitation contre l'enrôlement. Le gouvernement a institué une enquête pour déterminer qui a fait parler les orateurs, qui les a payés, et quelle somme a été donnée.

Le département de la justice a annoncé que cette razzia se rattache à l'enquête qui est actuellement faite à Chicago sur la conduite des I.W.W., par un grand jury. Cette mesure a été prise à la veille de la remise d'un rapport au président Wilson par le juge en chef Covington, de la Cour suprême du district de Columbia, que le président a récemment chargé de faire une enquête sur la situation ouvrière dans l'Ouest. On ignore si cette descente générale dans les bureaux de l'association se rattache à l'enquête du juge Covington, mais on sait que ce juge a fait une étude spéciale des agissements de cette société. Ce fut peu de temps après l'arrivée du magistrat dans le Nord-Ouest que 27 chefs de l'association ont été arrêtés par les soldats de la garde nationale de l'Idaho, la veille du jour fixé pour la déclaration d'une grève générale dans l'Oregon, le Washington, l'Idaho et le Montana. Au ministère de la justice, on a donné à entendre que l'enquête ne fait que de commencer. Il semble que dans plusieurs villes, les grands jurys fédéraux sont appelés à s'enquérir des menées des I.W.W.

Depuis plusieurs semaines, les agissements de l'association font l'objet d'une étroite surveillance, en particulier les efforts que les chefs ont faits pour embarrasser le gouvernement dans la conduite de la guerre par des grèves et autres troubles attribués au mouvement ouvrier. A Washington, on a toujours considéré que ces menées avaient un caractère politique, et dans certains cas étaient destinées uniquement à soulever des embarras au gouvernement. On prétend que plusieurs Autrichiens sont au nombre des agitateurs qui ont travaillé à susciter des grèves pour arrêter les industries américaines, besogne dont se chargeaient les Allemands avant que les Etats-Unis eussent déclaré la guerre à l'Allemagne. Des enquêtes continuelles n'ont pu rétablir, dit-on, que ces intrigues aient été causées par l'Allemand. Toutefois, les procureurs des différents Etats ont signalé des cas suspects au sujet des difficultés ouvrières des pays alliés, et le ministère de la justice a fait une enquête à ce propos.

Les fonctionnaires du service d'immigration du Canada ont réussi dans les efforts qu'ils ont faits pour empêcher les agitateurs des I.W.W. de traverser la frontière. Pendant quelque temps, il a semblé que cette association avait organisé une agitation parmi les valets de ferme, et l'on croit que seules les promptes dispositions prises par le département de l'immigration ont empêché le développement de ces menées.